

letta est tombé sur des questions qui n'y figureraient pas. Son ministère a été pour les majorités républicaines une profonde déception : ses choix ont blessé gravement les susceptibilités, les préventions et les répugnances légitimes de la Chambre.

« Nous avons appris l'existence de négociations belliqueuses qu'il tenait d'autant plus secrètes et dérobait à notre contrôle. Elles ont été pour quelque chose dans le vote qui provoqua sa chute.

« Nous étions partisans d'une politique de renouveau et de paix : c'est la volonté suprême du pays. Enfin il apporta un projet de révision qui était aux droits souverains du congrès et consacrait un seul point important : le scrutin de liste.

« La Chambre n'en est pas l'adversaire, je l'ai voté avec elle, nous n'avons pas voulu comme disposition constitutionnelle applicable, car c'était un vote testamentaire, un décret de dissolution, la Chambre qui naissait ne pouvait se suicider.

« M. Gambetta voulait surtout soustraire le député à la malédiction du corps électoral, élargir de lui l'électeur, et tout concentrer sous l'omnipotence d'un comité central parisien. Nous n'avons pas voulu de cette dictature. D'ailleurs nous n'avons fait que suivre le conseil qu'il donnait à Neuchâtel, ce n'est pas nous qui avons si tôt changé d'opinion.

« Je néglige l'hommage courtis qui rend au talent et au patriotisme du défunt : M. Andrieux lui a fait bonne mesure. Un grincement a voulu le taquiner au sujet de son ambassade, il a répondu ce que j'ai déjà dit dans le *Clairon*. Je n'ai accepté d'aller à Madrid après avoir d'abord refusé et à condition de reprendre mon siège de député au bout de six mois, le délai expiré, je suis revenu.

« Puis, après une très énergique sortie contre les radicaux de l'extrême gauche, il conclut : « Vous prétendez que les libres penseurs ne doivent pas contribuer au budget de cultes. Est-ce qu'il faut dans le Trésor des compartiments pour l'argent des catholiques et pour celui des athées. Ce n'est pas à nous de se plaindre du mélange, car il leur épargne la confusion de constater combien leur nombre est minime.

« Quelque socialiste de l'Arbesle ont vaument osé de faire diversion par leurs sifflets.

« M. Andrieux a eu raison d'eux par sa crânerie et ses manières ripailles, et il a fait déguerpir les perturbateurs.

« Toi, a-t-il dit cette journée, je ne sais ce que tu veux à la République : je suis bien sûr que tu ne reculeras les insultes et les quolibets à l'adresse de l'orateur de Chambonnières. » DURVILLE.

GAMBETTA & L'ALLIANCE RUSSE

L'éditeur du *Tagblatt*, qui entretenait des relations amicales avec Gambetta, publie actuellement dans ce journal des reminiscences de ses entretiens avec l'homme d'Etat français. Dans un de ces entretiens, le 28 février 1882, Gambetta qui n'était plus ministre aurait dit : « C'est évidemment d'accord avec le comte Ignatieff que le général Skobeleff a fait son voyage à Paris. J'ai vu M. Skobeleff chez un de mes amis et le général russe développa en effet, à cette occasion, des idées d'alliance. Mais à quel servent de pareilles dissertations en présence des faits ? Avec qui faudrait-il s'allier ? En Russie, il y a au fond trois gouvernements : l'officiel du Czar, le semi-officiel des panslavistes, le révolutionnaire des nihilistes. Or, entre les panslavistes et les nihilistes, il y a un abîme et jamais ces deux partis ne s'entendent. Il ne saurait donc être question d'une alliance avec la Russie ; moi, du moins, j'en suis l'adversaire déclaré.

La conversation sur ce sujet en resta là, mais Gambetta la reprit un des jours suivants : « Les Russes », dit-il, ne sont point du tout en état d'engager une guerre sérieuse et chaque fois que je me suis entretenu avec des personnalités politiques influentes de ce pays, qui se s'écarteront pas du sentier de la logique, elles ont dû convenir, après un quart d'heure d'entretien, que la Russie n'a ni armée, ni argent et qu'elle est, par conséquent, incapable de supporter une guerre. »

REMANIEMENT MINISTERIEL

Les ministres, n'ayant plus l'esprit distrait de leur temps pris par le soin des funérailles « laïques » de M. Gambetta, vont peut-être se rappeler qu'ils sont le gouvernement et que leur office, en ce moment surtout, ne saurait être une sinécure. Le plus actif et de plus habiles qu'eux ne suffirait pas à la tâche, tant les difficultés diplomatiques et parlementaires les pressent et l'environnent de toutes parts ! Mais si l'on se rappelle, comme on le dit, sous le coup d'un remaniement plus ou moins partiel, on comprend assez qu'il ne soit pas désirable de fatiguer ni avide de travail. A quoi bon, doit-il penser en lui-même, me tourmenter pour un avenir qui ne m'appartient pas ? Si j'ai seulement quelques jours à vivre, passons au moins ce temps dans une molle oisiveté. Un stoïcien, un héros ne feraient pas ce raisonnement ni ne tiendraient le même langage. Mais MM. Devès et Duvaux ne se réclament pas de la philosophie austère de Zénon, ni ne se croient d'être à fournir la matière d'un supplément aux vies des hommes illustres de l'Antiquité.

Or, d'après certains bruits, M. Duclercq aurait reconnu le vide de l'éloquence de son garde des sceaux et le prestige insuffisant du grand maître de l'Université ; M. Jules Ferry et M. Ribot, par exemple, lui apparaissent comme deux pièces de résistance et même d'apparat beaucoup plus sérieuses. Ce que ces rumeurs ont de fondé, nous ne le saurions dire. En tout cas, en présence des nouveaux groupements parlementaires que la mort de M. Gambetta va nécessairement amener, elles ne sont pas invraisemblables.

Quoi qu'il en soit à cet égard, et qu'en prévision de ces inévitables changements au palais Bourbon, M. Duclercq pense ou non à modifier son cabinet et à le renfor-

cer, deux hommes, MM. Clémenceau et Jules Ferry, doivent songer à se partager l'héritage de M. Gambetta.

Un troisième, M. Brisson, serait tout autant que les deux autres en situation de réclamer et de prendre sa part, s'il n'avait déjà refusé le pouvoir et affirmé, dans un intérêt d'ambition personnelle ou dans tout autre vue, sa préférence pour la présidence de la Chambre des députés. La partie du groupe gambettiste dont les idées législatives et les vues gouvernementales s'éloignent le plus des doctrines de l'extrême gauche ira à M. Jules Ferry. Il est aujourd'hui le personnage le plus en vue de ce parti et, comme il est violent dans ses discours, il passe pour couragieux dans ses actes. Les radicaux, d'ailleurs, l'ont eu à l'attention, et rarement ils manquent une occasion de le lui faire savoir et sentir. Hier encore, la *Justice* ne considérait elle pas un discours de M. Jules Ferry sur la tombe de M. Gambetta comme une humiliation suprême à la mémoire du défunt ? C'est aussi par des motifs d'affinité politique et de tempérament que le reste du parti opportuniste, à quelques exceptions près, ira grossir les rangs de l'extrême gauche et se placer derrière M. Clémenceau.

Donc, que M. Jules Ferry revienne ou ne revienne pas au pouvoir, — et selon toute vraisemblance il y rentrera, — une lutte est inévitable, au cours de cette session, entre M. Clémenceau et lui. Ce qu'elle vaudra, nous l'ignorons : comment elle finira, la réponse à cette question est inscrite à chaque page de l'histoire de nos diverses Républiques. Le dernier mot restera à M. Clémenceau. Et pourquoi ? Est-ce que M. Clémenceau est plus sympathique, plus habile et plus éloquent ? Du tout. Simplement parce qu'il représente des opinions plus avancées. Chaque fois en effet, où chez nous, deux forces républicaines ont été en lutte, et l'on sait si ce spectacle a été rare, la plus radicale a toujours fini par avoir raison de celle qui l'était moins. C'est une loi ou, si vous le préférez, une fatalité.

Le duel prochain entre MM. Clémenceau et Jules Ferry ne saurait faire exception à la règle, alors même que l'un des adversaires ne se présenterait pas dans le champ clos chargé du poids des décrets du 29 mars et traînant au pied le boulet de l'expédition tunisienne.

EUGÈNE DUFUILLÉ.

REVUE DE LA PRESSE

La République française publie ce matin un long article, que nous reproduisons *in extenso*, parce qu'il peut passer comme l'expression de la dernière pensée politique de M. Gambetta, comme son testament politique.

Après avoir accompagné notre ami au champ du repos, nous avons un autre devoir à remplir envers lui, moins douloureux, sans doute, mais bien plus difficile. Séchant nos larmes, nous arrachant au deuil qui nous oppresse, oubliant quel coup terrible a reçu chacun de nous personnellement au fond du cœur en une nuit funeste, il faut nous souvenir que nous avons été et que nous sommes encore, après tout, les collaborateurs de Gambetta, et il faut jour après jour continuer, selon nos moyens, l'œuvre entreprise par lui.

Comment la République française hésiterait-elle à persévérer dans la voie qu'il nous a tracée ? Quand les liens de l'affection ne nous en feraient pas une obligation sacrée ; quand les opinions que nous avons défendues sous sa direction ne seraient pas tellement enracinées dans nos consciences, que nous cesserions d'être nous-mêmes si nous y devenions infidèles, n'est-il pas évident, au lendemain de la majestueuse manifestation du 6 janvier, que la France, elle, ne veut connaître d'autre politique que celle du grand orateur et du grand patriote, et qu'elle nous ordonne de lui parler à l'avenir ainsi qu'il nous a appris à lui parler ? Entre elle, notre mère à tous, et lui, le meilleur de ses fils, il a pu s'élever à certaines heures quelques malentendus passagers ; mais sur le fond même, sur les principes généraux, sur le but à poursuivre, sur la méthode à employer, Gambetta a été certainement depuis douze ans l'organe de la pensée nationale.

C'est à nous pénétrer de cette pensée et à l'exprimer suivant les nécessités de chaque jour que nous, ses amis de la République française, nous consacrerons ce que nous pouvons avoir de force et d'intelligence.

Ah ! cette politique nationale est bien simple. La patrie avant tout ! La France par dessus tout ! Mutuelle, affable, inépuisable, elle n'a que deux vices, elle est à la fois glorieuse et destinée. Pour lui rendre la confiance en soi, pour la voir prospérer, honorée, grande, puissante, capable de servir par son exemple de pierre lumineuse à tous les peuples qui un jour iront à sa suite, il faut à peu près vers les rives de la démocratie, aucun sacrifice ne doit nous coûter. Mais nous ne verrons parmi les troubles qui nous agitent que des troubles politiques, nous n'aurons qu'à supprimer toute politique étrangère afin de faire oublier aux nations voisines jusqu'à l'existence de notre pays, ni parmi les adeptes de nous ne savons quel Evangile nouveau qui laisserait périr la France pour sauver leurs principes humanitaires. Quelque chose de l'âme du chef de la Défense nationale a passé en nous. Nous sommes Français, et partout et toujours et en toute circonstance nous nous demandons tout d'abord où est l'intérêt de la France.

Mais la France, c'est la République, c'est la Révolution. Nous sommes aussi révolutionnaires que qui que ce soit. Aucune liberté ne nous trouble, aucun progrès ne nous effraye, aucune réforme ne nous laisse indifférents. Seulement, il faut que ce soit une vraie réforme, un vrai progrès,

une liberté réelle, car nous ne sommes pas de ceux qui se paient de mots sonores. Puis, Gambetta nous a appris à faire de la politique et non de la philosophie spéculative. En politique, l'idée la plus sublime n'a aucune valeur si elle n'est réalisable, si elle n'est possible. Et il n'y a de possible sous le suffrage universel que les réformes que le peuple réclame, tout au moins insistent si ce n'est avec pleine conscience. Avant de décrire il faut avoir convaincu. Les réformes qu'il faut avoir dans les lois avant d'avoir pour elle l'opinion publique durent peu, et l'expérience a démontré que lorsqu'une nation recule, elle recule un jour plus qu'elle n'avait progressé en dix ans. Nous voulons avancer lentement, parce que nous voulons que chaque victoire de la démocratie soit définitive.

Révolutionnaires décidés, osant toucher à tout pourvu que ce soit avec intelligence, nous sommes en même temps des hommes de gouvernement, et, comme on le rappelle si bien devant le cercueil de Gambetta, nous continuons en cela la véritable tradition révolutionnaire. Les hommes de 1789 n'ont voulu détruire pour le plaisir de détruire. Ils ont admirablement compris qu'il s'agissait, après avoir délivré la nation des entraves de l'ancien régime, de lui procurer le gouvernement d'elle-même par elle-même, de lui créer des organes au moyen desquels elle put exprimer et exécuter ses volontés. Nous admirons les politiciens qui s'imaginent que le dernier mot de la démocratie c'est de tout abandonner, de tout lâcher, et qui se persuadent qu'au milieu des débris du vieux monde monarchique la République ne peut avoir de meilleur pilote que le hasard ! Gambetta ne le croyait pas, et c'est peut-être pour cela que la France sent qu'en le perdant elle a perdu le plus utile de ses serviteurs.

Mais comment créer dans une République un gouvernement qui gouverne ? Notre ami ne pensait pas qu'il y eût deux manières de gouverner ; il en connaissait une seule : l'union des républicains. C'est l'union qui devait la rendre puissante et forte. L'union suppose des sacrifices réciproques et l'absence de préoccupations personnelles. Il faut savoir effacer de sa mémoire les petits griefs, les petites rancunes, les petits dégoûtements. Nous n'avons jamais rencontré d'homme qui possédât à un plus haut point cette vertu que notre ami, il ne savait pas se souvenir des injures. Oublier, amnistier, comme auraient dit les Grecs, c'était chez lui une chose toute simple et naturelle. Nous ferons comme lui. Prêts à venger sa mémoire si pure contre ceux qui oseraient essayer de la ternir, nous n'irons jamais rechercher si tel homme qui peut rendre des services à la République a peut-être combattu un jour Gambetta, fut-ce avec injustice. Car, nous le répétons, il n'y a pour nous, comme il n'y avait pour lui, rien de supérieur aux intérêts de la France, et les intérêts de la France commandent impérieusement l'union des républicains.

Que de fois nous ressentirions amèrement son absence ! Aux jours de crise, il ne sera plus là pour nous conseiller, nous encourager, nous calmer. Nous sommes réduits désormais à nos propres forces. Et pourtant, d'autre part — cela est désolant à dire, mais il faut le dire — sa parole nous rend à certains égards notre tâche plus facile. Quand nous défendons les principes de gouvernement, on ne nous traitera plus de cesariens, car c'est César ? On ne dira plus que nous préparons une dictature, car pour qui donc travaillerions-nous ? Il était si grand, que les esprits inquiets qui prennent la suspicion pour une vertu républicaine le redoutaient surtout quand ils sentaient qu'il était dans le vrai. Beaucoup ont avoué qu'ils repoussaient le scrutin de liste uniquement parce que Gambetta le proposait. Cela va changer. Il ne suffira plus qu'une thèse soit défendue par la République française pour qu'on la tienne pour dangereuse. Que de fois, de peur de compromettre une cause qui nous était chère, nous avons dû nous condamner au silence à l'avenir nous pourrions parler librement, personne, hélas ! n'ayant plus à craindre que Gambetta ait trop raison.

CHRONIQUE

LES INVALIDES

Il y avait beaucoup demandé aujourd'hui sur l'Esplanade des Invalides et la vue de ce refuge de quelques unes des victimes de la guerre était bien propre, en regard de la cérémonie du jour, à inspirer quelques comparaisons entre les services divers rendus à la patrie et qui sont parfois honorés d'une façon fort différente.

Parvies invalides ! De quelle rage sont animés contre eux certains députés de la gauche. On avait, il y a quelques semaines, découvert qu'ils étaient citoyens ou victimes des citoyens, je ne sais au juste. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un grand nombre vont à la messe et qu'aucun ne demande à être enterré civilement. C'est un crime. Notez que les députés qui voulaient expulser ces pauvres mutilés de l'Asile où ils retrouvent avec les soins que réclame leur situation, l'illusion de la vie militaire, se proclamaient leurs amis. Ce serait ce s'ils ne l'étaient pas ! Il s'est trouvé, heureusement pour les invalides, que le général Billot a eu un mouvement d'éloquence. Et voilà comment ils ont pu voir l'année nouvelle et pourquoi l'on pourra encore envoyer les âmes simples contempler, si les circonstances le permettent, le célèbre invalide à la tête de bois.

Aussi bien est-ce une des curiosités de Paris que ce vieux monument que des Champs-Élysées on voit se profiler si fièrement au-delà de la Seine, avec le Jardin des Plantes et le Palais-Royal, c'est un des rares endroits que les provinciaux et les étrangers, de passage à Paris, ne croient pas pouvoir se dispenser de visiter. Quant à Parisien, il en raffole. Il y a toujours foule le dimanche. La « marmite » des Invalides a une réputation un peu surfaite, mais qui tient bon, quoique ce grand chaudron n'ait en somme rien de remarquable. Les vieux canons qui allongent leur gueule au-dessus du fossé de l'Esplanade, ont aussi leurs fidèles. Les pauvres canons, naguère employés à tirer des salves aux jours de victoire, qu'il y a longtemps qu'ils sont muets ! Il paraît que lors de l'occupation de Paris par l'armée prussienne, il y eut de la part de l'ennemi, quelque velléité de toucher à la « batterie triomphale ». L'insinuation fut relevée de telle sorte qu'on n'osa pas insister. Canons et drapeaux sont aux Invalides des reliques sacrées dont l'enlèvement frapperait en plein cœur tous ceux chez lesquels un peu de patriotisme a subsisté.

Les petits jardins de l'Esplanade que les invalides entretiennent avec tant de soin sont assez agréables à voir, mais combien ils étaient plus pittoresques il y a une trentaine d'années ! A cette époque, l'hôtel donnait encore asile à un grand nombre de débris de la Grande Armée qui avaient conservé pour l'autre « un véritable fétichisme ». Il n'était pour ainsi dire jadis que d'un buste du « grand homme », s'élevant sur un petit *tabouret* de verdure. Les « artistes » agrémentaient l'édifice en figurant plus ou moins bien des trophées d'armes. Ces témoignages de souvenir persistant ont, je crois, complètement disparu. C'est qu'ils sont aujourd'hui les survivants du premier Empire. On a tellement « battu le rappel » là-haut que les rangs se sont terriblement éclaircis. Il faut un véritable effort de mémoire pour se rappeler cette petite procession, trop touchante pour être grotesque, qui, chaque année, le 5 mai, sortait de l'hôtel pour porter une couronne d'immortelles à la colonne Vendôme. Les uniformes des manifestants étaient bien fripés, bien usés, leur forme paraissait bien surannée et même un peu ridicule, mais on ne riait pas à leur voir passer, et on sentait l'émotion étendre la gorge, car ces uniformes-là c'étaient de vieux témoins de nos gloires. Maintenant, le pèlerinage annuel n'a plus lieu ; le personnel se fait rare, et puis il paraît que cela pouvait, si solidement assise qu'elle soit, fait courir quelques dangers à la République !

Il paraît que lorsque l'hôtel fut construit sous Louis XIV, une des ambitions de Louvois eût été que son nom fût inscrit sur les murs. Le ministre qui pouvait tant de choses ne réussit pas à obtenir cette concession de Louis XIV. Le nom de Louvois figure cependant sur l'édifice, mais d'une manière mythique en quelque sorte et si adroitement dissimulé que les contemporains ne le virent pas ou purent feindre de ne pas s'en apercevoir. Dans la grande cour intérieure, les combles sont en mansarde et sur les fenêtres sont sculptés des animaux ou des attributs. Or, sur l'une d'elles, il y a un loup qui regarde sur le sol de la cour. Ce loup voit-voilà comment le rebus s'élève parfois à la dignité de document historique.

A peine est-il besoin de rappeler que c'est à l'église des Invalides que se célèbrent les obsèques des généraux dont la vie a été particulièrement glorieuse. C'est comme un dernier honneur que leur rend la patrie en plaçant leur cercueil pendant quelques instants sous les voûtes où dorment Napoléon, Turénne et Vauban. Le général Billot a raconté à la Chambre que le dernier vœu du vice-amiral Pothuau avait été que ses funérailles fussent célébrées dans ces lieux doublement consacrés par la religion et la gloire. Ce désir est bien d'une âme militaire. Tout parle de l'abnégation et de courage, et on en sort à l'aise plus prêt à tous les sacrifices. Il y a douze ans, une femme et un enfant vinrent s'y agenouiller au pied du mausolée de Napoléon Ier. Le lendemain, l'enfant partait pour ne plus revenir jamais en France. Après les effroyables épreuves de la campagne de 1870, il est allé mourir en soldat au fond de l'Afrique, et la mère vit aujourd'hui piroyée sous la perte de son mari, de son fils et de sa couronne d'impératrice des Français.

Je profite de l'occasion pour glisser une critique à propos du panorama de la prise de la Bastille, qu'on expose depuis quelques mois à Paris. On a loué, non sans raison, la conscience avec laquelle les peintres avaient restitué dans cette toile l'aspect du vieux Paris en 1789. Un détail pourtant choque les érudits parisiens. Le dôme des Invalides (est doré). Or, en 1789, il ne l'était pas. On avait reculé devant la dépense et, au lieu d'or, on avait badigeonné le dôme d'une couleur jaune, passée au balai. Cette opération ayant été exécutée en 1796, on devine bien que cinquante ans plus tard, sous notre climat, la couleur devait être bien passée. Sous le Consulat, elle avait à peu près disparu, et c'est alors seulement qu'on se décida à faire dorer les côtes, les trophées et la lanterne, opération qu'on a renouvelée il y a une douzaine d'années et qui fait du dôme des Invalides le point le plus brillant de la perspective de Paris contemplée d'une des collines environnantes.

Le 26 juillet 1712, il y avait grande foule sur la place qui fait face au dôme. Notez

qu'il était cinq heures du matin, moment de la journée où il est rare que les curieux abondent surtout à Paris. Cette foule avait le nez en l'air et contemplant quatre oiseaux. Ce n'était point, il est vrai, des oiseaux ordinaires, à Paris, du moins. Sur le sommet de la lanterne apparaissent trois volatiles systématiquement posés et regardant les quatre points cardinaux. Si ceci était un feuilleton, il faudrait arrêter court l'anecdote et poser cette question : qu'étaient ces cigognes ? D'où venaient-elles ? et ajouter : la suite au prochain numéro. La foule qui les regardait ne fut pas si patiente que d'attendre au lendemain pour avoir une explication. Elle conclut de la présence des volatiles qu'il s'était passé quelque chose de grave sur les bords de l'Escaut où guerroyait en ce moment-là le maréchal de Villars. Ce quelque chose ne pouvait être qu'une victoire. Dans ce temps-là, on ne croyait pas que les Français pussent être défaits. On cria donc bravo et on se dispersa joyeusement. Le curieux, c'est que la foule avait deviné. La veille, c'est-à-dire le 24 juillet, Villars et le prince Eugène s'étaient rencontrés, le premier avait battu l'autre. Seulement la chose ne s'était pas faite sans qu'on tirât force coups de canon. Les cigognes n'aiment point l'artillerie. Elles partirent et comme le vent soufflait du Nord au Sud, elles filèrent droit sur Paris où le dôme des Invalides, non doré encore mais brillant, leur parut un perchoir imaginé par des hommes bien-faisants pour les cigognes en détresse. Elles étaient venues en quelques heures se poster juste au point où plus tard devaient figurer les soixante drapeaux pris sur l'ennemi par Villars. Que n'est-il venu des cigognes en 1870 ! Nous n'avons eu, hélas ! que des pigeons voyageurs.

PECCADILLE.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(Service particulier.)

La mort du général Chanzy en Allemagne

Londres, 7 janvier. Suivant une dépêche de Berlin, publiée par le *Times*, du 6, la mort du général Chanzy a produit une grande impression à Berlin. Les autorités militaires allemandes considéraient M. Chanzy comme un des généraux les plus capables de la République française. L'unanimité qu'il se manifesta dans la presse au sujet du général Chanzy peut être considérée comme assez caractéristique.

Les visiteurs au tombeau de Gambetta Paris, 7 janvier. Les visiteurs de la tombe de Gambetta sont évalués à 100,000.

Le transfert du corps de Gambetta Nice, 7 janvier. Le jour de la translation à Nice du corps de M. Gambetta n'est pas encore définitivement arrêté.

Dieu et les discours du Père-Lachaise Paris, 7 janvier.

On a remarqué que, dans les discours prononcés au cimetière du Père-Lachaise, il n'est fait aucune mention ni de Dieu ni de la vie future. A la vérité, des allusions, même voilées à la divinité et à l'immortalité de l'âme, auraient pu être faites avec le caractère absolument laïque de la cérémonie.

Une manifestation en faveur de Blanqui Paris, 7 janvier.

Aujourd'hui a eu lieu une manifestation au Père-Lachaise en l'honneur de Blanqui. Il y avait deux cents assistants. Vingt couronnes de fleurs rouges ont été déposées sur la tombe.

Il y a eu plusieurs discours, entr'autres celui d'André, dans lequel il a protesté contre les honneurs funéraires de Gambetta.

Une autre manifestation a eu lieu ensuite sur les tombes des fédérés de 1871.

On remarquait l'absence de Louise Michel et de Joffrin qui assistaient à cette manifestation l'année dernière.

Il y a eu quelques cris de : « Vive la Commune. » Aucun autre incident n'est à signaler.

La mer intérieure du Sahara

Le commandant Roudaire vient d'adresser à M. Ferdinand de Lesseps un télégramme daté de Constantine, lui annonçant que l'expédition pour la dernière exploration des Ghâts organisait son départ pour Tebessa. Le matériel de sondage était prêt et les explorateurs, pleins de confiance, se disposaient à effectuer rapidement leur voyage.

Si nous sommes bien informés, une expédition spéciale d'entrepreneurs, dirigée par M. Ferdinand de Lesseps en personne, irait rejoindre l'expédition technique des Ghâts, et aurait terminé ses opérations préliminaires.

Réunion bonapartiste à Lyon

Lyon, 7 janvier. Une réunion bonapartiste, à laquelle assistaient environ 1,500 personnes, a eu lieu ce soir, aux Folies-Bergères.

M. Laroche-Joubert, député d'Angoulême, a traité la question de la coopération et des Sociétés ouvrières.

M. Cunéo d'Ornano, député de Cognac, a dit que M. Gambetta, ce César de la démocratie, étant mort, la République n'avait plus qu'à mourir. Il a fait le procès de la Constitution de 1870 et demandé l'appel au peuple, le seul souverain, sur la question de révision de cette Constitution.

Il n'y a eu aucun incident.

Les anarchistes

On télégraphie de Lyon à *La Justice*, sur le procès de Lyon. « Le dossier est volumineux et curieux. Il renferme toute une série de placards anarchistes et internationalistes, mais de vaines raisons, la conscience avec laquelle les peintres avaient restitué dans cette toile l'aspect du vieux Paris en 1789. Un détail pourtant choque les érudits parisiens. Le dôme des Invalides (est doré). Or, en 1789, il ne l'était pas. On avait reculé devant la dépense et, au lieu d'or, on avait badigeonné le dôme d'une couleur jaune, passée au balai. Cette opération ayant été exécutée en 1796, on devine bien que cinquante ans plus tard, sous notre climat, la couleur devait être bien passée. Sous le Consulat, elle avait à peu près disparu, et c'est alors seulement qu'on se décida à faire dorer les côtes, les trophées et la lanterne, opération qu'on a renouvelée il y a une douzaine d'années et qui fait du dôme des Invalides le point le plus brillant de la perspective de Paris contemplée d'une des collines environnantes.

Ouverture du chemin de fer d'Elbeuf à Rouen

Rouen, 7 janvier. MM. Deville, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, Béhaut, sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics, Waddington et les administrateurs des chemins de fer de l'Etat, ont été reçus à la gare d'Elbeuf, par MM. Hénid, préfet de Seine-Inférieure, Jorlier et Poyet-Quertier, sénateurs, les membres de la Chambre de commerce, les conseillers généraux, etc.

Il s'est entré en ville par l'avenue Gambetta ainsi dénommée depuis hier, et qui avait été décorée et pavisée pour la circonstance.

Un déjeuner a été servi à la Mairie. Au dessert, M. Béhaut a porté un toast à M. Grévy le maire et M. Dutreume ont porté également des toasts, mais sans signification politique. Après le déjeuner, les voyageurs ont continué leur route. Ils sont arrivés à Rouen à 4 heures. Une foule considérable les attendait à la gare

et les a accompagnés pendant leur visite au port. Ce soir, baquet à l'Hotel-de-Ville.

ÉTRANGER

L'Allemagne mécontente

Berlin, 7 janvier. Le discours prononcé par M. Chanfour au nom de l'Assemblée-Lorraine sur la tombe de M. Gambetta, ainsi que le langage de certains journaux parisiens à l'égard de l'Allemagne, causent ici une forte mauvaise humeur, qu'on cherche à dissimuler, en disant que l'Allemagne est assez forte pour imposer la paix.

Le commerce allemand

Dans la réponse de l'empereur d'Allemagne à l'adresse de congratulation qui lui a été adressée à l'occasion du jour de l'An par le Conseil municipal de Berlin, on lit entre autres ces mots :

« J'ai constaté avec plaisir que, pendant l'année pacifique que vient de s'écouler, la prospérité de l'agriculture, du commerce et de l'industrie s'est développée d'une manière constante ; j'espère qu'à l'avenir aussi ce développement se poursuivra. »

La corruption des fonctionnaires publics aux Etats-Unis

Washington, 7 janvier. La législature du Tennessee a adopté une résolution exprimant l'opinion que le trésorier de l'Etat, M. Polk, neveu de l'ancien président Polk, s'est rendu coupable, dans l'exercice de ses fonctions, de détournements qui atteindraient la somme de 40,000 dollars (2,000,000 de francs).

Les autorités ont reçu l'ordre de mettre le séquestre sur les propriétés de M. Polk. Celui-ci a disparu. Les affaires de la trésorerie sont interrompues.

Crise ministérielle en Espagne

Madrid, 7 janvier. Après avoir remis au Roi sa démission et celle de ses collègues, M. Sagasta a été prié de réfléchir. L'ancien président du Conseil retournera au palais demain à midi, pour prendre les ordres du Roi.

Madrid, 8 janvier.

Les journaux confirment la démission du ministre. Ils croient que le seul motif de démission est la vente des forêts de l'Etat. Tous les efforts faits par M. Sagasta pour amener la conciliation ont été inutiles.

On croit que le Roi chargera M. Sagasta de former un nouveau cabinet. Le ministre de la guerre, seul, conserverait son portefeuille. Les séances des Chambres seront suspendues jusqu'à ce que le nouveau cabinet soit formé.

EN TUNISIE

Tunis, 7 janvier. Le général Forgemol est parti aujourd'hui pour la France, où il ne séjournera pas longtemps. Il reviendra à son poste après l'opération de classement. C'est le général Logerot qui le remplace actuellement.

L'usine à gaz appartenant à une Compagnie anglaise, qui jouissait d'un privilège exclusif à l'époque où M. Wood était consul d'Angleterre à Tunis, vient d'être achetée par une société tunisienne qui se propose de réorganiser l'usine sur d'autres bases et d'améliorer l'éclairage.

Le prince Lyeb, bey du camp, qui avait été assez gravement malade, est aujourd'hui complètement rétabli.

Le récent incident, où le consul d'Italie à Tripoli a châté un Turc qui l'avait insulté, n'a produit parmi la population tripolitaine aucune surexcitation, ainsi que l'affirment les dernières nouvelles arrivées à Tunis de Tripoli.

CHRONIQUE LOCALE

ROUBAIX

ÉCOLE LIBRE. — C'est demain mardi 9 janvier, qu'a lieu l'ouverture de l'école libre des Carmélites, rue St-Antoine, 23.

Le GRAND CONCERT qui sera donné dimanche prochain, au profit des écoles libres, promet d'être des plus brillants.

Déjà la plupart des places de l'Hippodrome sont retenues.

Les personnes qui veulent assister à cette fête, doivent donc se procurer des cartes immédiatement.

Dans quelques jours il sera difficile d'en obtenir. On peut en demander chez M. Alfred Duboué, rue du Vieil-Abreuvoir. Les prix sont fixés à 7, 4, 3, 2 et 1 franc.

ÉCOLE LAÏQUE DE FILLES. — Le Maire de Roubaix a fait afficher l'avis suivant : « Le Maire de la ville de Roubaix a l'honneur d'informer ses concitoyens que l'école de filles de la rue St-Antoine, précédemment dirigée par les Sœurs Carmélites, est revenue, sous la direction d'une institutrice laïque. »

MANIFESTATION RELIGIEUSE ET PATRIOTIQUE. — A dix heures, quelques centaines de personnes, voulant honorer la mémoire de M. le capitaine Millescamp, et des anciens mobiles du Nord, s'étaient réunies sur la place de la Liberté pour se former en cortège. En tête, cinq tambours roulaient, sous les coups cadencés de vieux soldats. Puis, venait un groupe de jeunes gens portant une couronne en marbre, destinée à la tombe de M. Millescamp.

Une compagnie de quinze jeunes garçons suivait, portant une autre couronne pour le monument des anciens mobiles du Nord.

Le cortège militaire, dirigé par le capitaine Florin, était représenté par la plupart de ses membres, en uniforme. Parmi eux, on remarquait plusieurs soldats de marine, dans leur joli costume.

Le cortège se rendit, par la Grand'Rue, la rue de l'Ommelet et la rue Pellart, à la gare d'Elbeuf. Un obit anniversaire a été chanté par M. le curé Thomas.

A l'issue de la messe, le cortège s'est reformé, et s'est dirigé vers le cimetière par les rues Pellart, de l'Ommelet, et la Grand'Rue.

Au cimetière, la couronne portée par le groupe de jeunes garçons, a été déposée sur le monument élevé aux anciens mobiles du Nord, l'autre a été posée sur la tombe du capitaine Millescamp. M. le capitaine Florin s'est alors exprimé en ces termes :

« En venant déposer cette couronne sur la tombe d'un de nos frères de cette grande famille qui s'appelle l'Armée française, nous avons voulu rendre hommage au capitaine Millescamp, qui a soutenu jusqu'au dernier moment en 1870, alors qu'il était au Mont-Valérien, le courage et le renom du soldat français. Sa tombe, mes frères, n'est pas, qui nous a si bien montré le chemin de l'honneur et du devoir, et inspiré nous de son exemple pour que chacun dans sa sphère, travaille au revirement de notre grande patrie la France. »

Ces paroles ont été accueillies par un cri formidable : Vive la France poussé par toute l'assistance.